



## «Appel contre le virus de l'interventionnisme»

Une tribune signée d'un collectif de libéraux



S'abonner

Nous appelons nos compatriotes à veiller au danger du virus de l'interventionnisme qui se propage actuellement dans notre pays. Ce danger menace dès aujourd'hui nos libertés personnelles et notre économie.

De tous bords politiques émanent des déclarations pour renforcer la mainmise de l'Etat sur la société civile. Les uns en appellent à des nationalisations, d'autres veulent en finir avec la mondialisation, d'autres encore imaginent un endettement sans limite. La plupart des déclarations vantent les mérites de l'Etat Providence et appellent de leurs vœux la rupture avec une société de liberté pour lui substituer une société de commandement.

Nous considérons au contraire que les crises qui secouent notre pays depuis plusieurs décennies sont dues principalement à l'Etat Providence, qui prétend s'occuper de tout, avec la centralisation, la bureaucratie et les gaspillages que cela représente, et qui valent à la France le record des dépenses publiques, des prélèvements obligatoires et des réglementations arbitraires. C'est dans un des pays européens où la santé publique représente la part la plus élevée du PIB que l'encombrement hospitalier et le manque de praticiens se sont révélés dramatiques.



[Visualiser l'article](#)

Interventionnisme. Nous constatons que l'interventionnisme brise l'initiative privée, le sens du travail, de l'épargne, de la solidarité volontaire, de la responsabilité personnelle et dresse les Français les uns contre les autres dans la course aux privilèges et aux subventions

Nous nous devons dans le présent appel solennel de rappeler quelques grands principes qui doivent limiter les interventions de l'Etat :

1°) La séparation aussi stricte que possible de la sphère de l'Etat de celle de la société civile

2°) Les interventions en période de crise, sanitaire ou autre, ne peuvent réduire de manière disproportionnée les droits et libertés des individus

3°) Les mesures exceptionnelles adoptées sont destinées à disparaître une fois la crise passée.

Le coronavirus constitue donc une opportunité pour réfléchir au *confinement* de la sphère hypertrophiée des Etats et à l'importance de la liberté et de la responsabilité personnelles.

*Fred Aftalion (entrepreneur), Olivier Babeau (professeur de droit, président Institut Sapiens), Jacqueline Ballestier (ALEPS), Eudes Baufreton (Directeur Contribuables associés), Paul Beau Martin (Entrepreneur, IREF), Yves Buchsenschutz (Entrepreneurs pour la France), Yves Bourdillon (journaliste), Gérard Bramoullé ( 1 er adjoint au maire d'Aix en Provence), René Boustany (avocat, Cercle Droit et Libertés), Patrick de Casanove (médecin, Cercle Batiat), Jean-Pierre Centi (professeur d'économie), Jean-Pierre Chamoux (professeur d'université), Jacques Cohen (Euro92), Jean-Philippe Delsol (avocat, IREF), Jean-Philippe Feldman (professeur de droit), Jacques Garello (professeur émérite d'économie, IREF), Pierre Grégory (professeur émérite des universités en sciences de gestion), Nathalie Janson (économiste), Alain Laurent (philosophe), Sébastien Laye (Entrepreneur, Thomas More), Nicolas Lecaussin (directeur IREF), Henri Lepage (économiste), Emmanuel Martin ( économiste), Nicolas Marquès (Molinari), Alain Mathieu (entrepreneur, président Contribuables Associés), Olivier Méresse (ALEPS), Jean-Baptiste Noe (historien), Cécile Philippe (Molinari), Daniel Pilsy (professeur d'économie), Pascal Salin (professeur émérite d'économie, président de l'ALEPS), Patrick Simon (avocat, ALEPS), Benoîte Taffin (Contribuables Associés), Nikolai Wenzel (économiste).*

iframe : redir.opoint.com